

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement du Canada songe-t-il sérieusement à adopter des sanctions économiques contre l'Union sud-africaine?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition devra attendre la déclaration du gouvernement.

LE SUD DE L'AFRIQUE—L'AIDE AU MAINTIEN DE L'INDÉPENDANCE DE CERTAINS PAYS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement va-t-il songer à aider les pays d'Afrique du Sud à maintenir leur indépendance, en leur manifestant l'intérêt et le souci que le Canada éprouve à leur égard en leur fournissant une aide accrue en vue de leur expansion et en échangeant des diplomates, en particulier avec la Zambie?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a l'intention, a-t-on déjà dit, d'accroître ses crédits à l'aide extérieure, qui seront, j'espère, approuvés par le Parlement, surtout en ce qui a trait à l'expansion. L'Afrique est l'un des pays qui bénéficieraient de cette augmentation. Mais je retiens les points qu'a soulevés l'honorable représentant.

INTERPELLATION RELATIVE AU LIVRE BLANC

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Puisque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne sait pas très bien quelle est la situation au sujet des relations entre le Canada et la République d'Afrique du Sud, pourrait-il nous préciser à quelle date approximativement nous pouvons espérer prendre connaissance de son Livre blanc, depuis si longtemps promis sur la politique étrangère?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Sans répondre à la première partie de la question qui n'était pas d'ailleurs une question mais une remarque, j'ai déjà déclaré à la Chambre à plusieurs reprises que nous avons l'intention de déposer ces documents, un ou plusieurs peut-être, avant la fin de la session.

Une voix: C'est-à-dire en octobre.

L'EXPANSION DU SYSTÈME ABM SAFEGUARD DES É.-U.—L'ESSAI NUCLÉAIRE À AMCHITKA—LA CONSULTATION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser

une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu la déclaration qu'a faite hier à Washington le secrétaire à la Défense, Melvin Laird, au sujet de la construction de quatre nouvelles bases de missiles, a-t-on consulté le gouvernement canadien au sujet de l'extension du système ABM, surtout en ce qui concerne les bases SPRINT qui fonctionneront près de la frontière canadienne? En outre, a-t-on consulté le gouvernement canadien au sujet d'un deuxième essai nucléaire souterrain à Amchitka se rapportant au nouveau missile SPARTAN?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je l'ai déjà dit ici, les États-Unis ont pris seuls leur décision, pour autant que je sache, certainement sans consulter le Canada. Il en est de même pour l'Union soviétique qui vient d'annoncer un programme de construction d'installations ABM, également sans nous avoir consultés.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme deux des bases de missiles se trouveront près de la frontière canadienne et comme l'essai souterrain à Amchitka pourrait avoir de très sérieux effets sur le peuple canadien, le gouvernement du Canada fait-il quelques instances auprès de Washington quant à l'un ou l'autre de ces projets?

L'hon. M. Sharp: Ma foi, monsieur l'Orateur, je m'attends que nous exprimions de temps à autre quelques opinions sur ces questions. Si une raison spéciale l'exige, comme au moment du premier essai souterrain à Amchitka lorsque nous pensions que nos intérêts étaient particulièrement en danger, nous ferons naturellement des instances spéciales. Comme le député le sait, le gouvernement canadien est d'avis que ces énormes dépenses pour les armes sont tout à fait indésirables et nous avons beaucoup travaillé pour qu'on en arrive à un désarmement progressif.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le 2 février, le ministre a signifié qu'il n'avait pas encore reçu du gouvernement des États-Unis les résultats des premiers essais à Amchitka. Les a-t-il reçus maintenant et a-t-il eu des renseignements sur l'ampleur des nouveaux essais qui, aux dires des journaux, doivent être trois fois plus considérables que les précédents?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons reçu encore aucun renseignement à ce sujet. On m'a avisé que ce n'était